



Une victoire qui en appelle d'autres !

cgt-territoiaux-bobigny.fr
Sur Facebook, CGT-Territoiaux-Bobigny

La ville de Bobigny vient de vivre un mouvement de grève inédit et exemplaire sous la nouvelle majorité municipale. Les agents des écoles ont montré que la voie de la mobilisation était possible, qu'elle permettait tout au moins de ne plus subir mais aussi de gagner sur des revendications concrètes qu'il reste à faire respecter au maire. Ce quatre pages veut rendre hommage aux collègues mobilisés. Leur courage doit nous inspirer pour nous battre contre les mauvais coups qu'ils viennent de la mairie ou du gouvernement !



Ce qui a été obtenu par la lutte

- La stagiairisation de contractuels sur 10 postes vacants au 1^{er} janvier 2018 plus la réalisation des 5 postes déjà votés en CT (4 pour Delaune 2 plus 1 pour Fratellini et la crèche Danielle Casanova) ;
- L'engagement de la mairie dans un plan pluriannuel de titularisation autour d'autres postes vacants ;
- L'obtention d'un tableau de la DRH précisant la situation et l'ancienneté des contractuels ;
- La possibilité laissée aux 30 agents sur des contrats de 10 mois de travailler cet été et 20 l'ont accepté.

Solidarité financière

Compte tenu de la durée du mouvement, du retrait de tous les jours de grève sur la paie de juin et du fait que de nombreux grévistes sont des agents précaires, la CGT fait appel à la solidarité financière. Toute contribution quelque soit le montant est la bienvenue pour nos collègues, merci de vous rapprocher du syndicat.

Retour sur un mouvement exemplaire

Suite à l'assemblée générale du personnel de service des écoles, la CGT employés et ouvriers des territoriaux de Bobigny, a déposé un préavis de grève à partir du 15 mai 2017 et reconductible pour les jours suivants. La Municipalité avait donc 5 jours pour entamer les négociations sur les revendications du personnel.

Finalement, nous avons été reçu en mairie vendredi 12 mai à 14h, par le directeur de cabinet du maire ainsi que par la directrice adjointe à la DRH et la DGA du service Éducation. Nous avons bien évidemment pointé l'absence du maire qui est aussi l'élu au personnel. Il nous a été répondu que c'était déjà bien qu'une telle réunion ait lieu, que c'était à prendre ou à laisser ! Le dialogue social à Bobigny, ce n'est pas important... **Pour ce qui est des revendications des agents, le mépris fut de rigueur, aucune revendication ne fut prise en compte.**

Du coup, les agents mobilisés le lundi 15 mai toute la journée, ont décidé de façon unanime de poursuivre le mouvement. Ils se mirent en grève le lendemain de 11h à 14h, de façon à bien montrer que sans eux le service de restauration ne peut fonctionner.

Chaque jour l'habitude fut prise par les grévistes de se retrouver devant l'hôtel de ville pour se rendre visible du maire puis de faire une action et finir par une assemblée générale pour décider de la reconduction du mouvement.

Ainsi le premier jour, les grévistes passèrent à tous les étages de la mairie (sauf évidemment au deuxième inaccessible) pour faire du bruit et faire connaître les revendications au personnel et aux usagers. Un autre jour, un tour fut fait jusqu'au Restaurant Inter Administrations en passant par les écoles Rousseau, Molière et La Fontaine pour discuter avec les collègues pour rentrer dans le mouvement. Le jeudi 18 mai, nous fîmes un cortège pour aller à la Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) pour soutenir la lutte des inspecteurs du travail contre la fermeture des sites de Saint Denis et de Montreuil. Une bonne occasion de faire connaître la lutte des agents et de nouer des solidarités !



Dès le début de la mobilisation, des tracts destinés aux parents furent imprimés et distribués pour expliquer la grève. D'ailleurs nous tenons à remercier l'APEBER (association des parents des élèves de Bobigny pour l'égalité et la réussite) et la CGT'educ action 93 (professeurs des écoles) qui ont de leur côté tracté pour soutenir le mouvement.

Un aspect très intéressant de cette mobilisation réside dans la libération de la parole des collègues qui sont dans un grand service mais atomisés dans beaucoup d'établissements (29 sur la ville) et qui n'ont pas souvent l'occasion de se voir. Ce fut une découverte mutuelle des conditions de travail de chacun et chacune.

Ce fut aussi la constatation que l'absence de réunion de service et même de secteur engendre des différences notables sur le travail demandé par les responsables de secteur selon les lieux et les personnes. C'est donc un nouveau chantier qu'il faudra ouvrir pour avoir enfin un service qui communique en interne par l'instauration de réunions régulières.

Une vaine tentative de criminalisation de la mobilisation

La CGT tient à dénoncer l'utilisation des forces de l'ordre pour tenter de faire pression sur le mouvement de grève et faire peur aux grévistes. En effet, le 22 mai, les grévistes et le syndicat, agacés du silence municipal, ont tambouriné aux portes du deuxième étage et ont pu y rentrer profitant d'une ouverture inattendue. Quelle mauvaise surprise d'y être accueillis par nos collègues de la police municipale ! Le 23 mai, alors que nous devions enfin rencontrer le maire, nous nous sommes rendus compte que les ascenseurs et l'escalier de l'hôtel de ville étaient gardés par la police municipale et la police nationale, empêchant ainsi l'accès de la population aux étages de l'hôtel de ville.



Nous sommes scandalisés qu'en plein état d'urgence, le maire utilise ses pouvoirs de police pour empêcher le personnel d'exprimer sa juste colère quant à sa politique. Les agents mobilisés ne sont pas des voyous !

Une politique revancharde contrée par la solidarité

Quand le mouvement de grève fut arrêté, nous avons demandé, le 31 mai, l'ouverture de négociations pour l'étalement des retenues sur salaire des grévistes.

Le jeudi 8 juin 2017, notre syndicat reçoit un mail de la DRH nous annonçant que tous les jours de grève seront défactués sur le salaire de juin ce qui représente 225 euros pour le personnel ayant fait les 8 jours de grève. Ce sont des personnels en grande précarité avec les salaires les plus bas.

La CGT E/O en appelle donc à la solidarité de tous pour soutenir nos collègues. Nous devons montrer au maire qu'il ne peut pas nous réduire au silence par l'argent. L'entraide s'organise déjà, des dons, petits et grands nous parviennent, que les premiers donateurs en soient vivement remerciés !

Il ne tient qu'à vous d'y participer, ensemble nous sommes plus forts !

Des revendications légitimes et des premières victoires

Les revendications dès le début du mouvement ont porté sur le renouvellement des contrats de 10 mois et leur transformation en 12 mois dans l'optique de la stagiarisation, l'effectivité des reclassements au niveau administratif de façon à permettre la stagiarisation des contractuels sur les postes vacants, et la rénovation et la mise aux normes des offices de restauration scolaire. Le personnel mobilisé a donc réussi à débloquer la situation sur la question des stagiarisations, lors des réunions du 23 mai et du 14 juin. Le Maire, la DRH et la direction du service Éducation se sont engagés nous attendons maintenant les réalisations concrètes de ces promesses. Cela passera par une nouvelle réunion le 13 septembre pour valider les propositions par écrit. Suite à cette rencontre, une assemblée générale des personnels de services dans les écoles s'est tenue avec 80 agents. Cette AG a voté son accord avec ces nouvelles propositions. Mais les agents et le syndicat restent très attentifs et une nouvelle assemblée générale aura lieu le 13 septembre.

En tout état de cause, ne nous laissons pas intimider, ne cédon pas aux diverses formes de pressions, de menaces, mobilisons-nous toujours et encore. Certes, beaucoup de services sont en souffrance du fait du manque de visibilité, de la désorganisation, d'orientations peu audibles et de nombreux départs mais cette première victoire doit nous servir de point d'appui pour d'autres conquêtes, la préservation du service public partout et dans tous les secteurs.



Une mobilisation locale... et l'annonce de futures attaques nationales

Après la dure bataille contre la Loi-Travail, nous devons nous préparer à lutter de nouveau nationalement. Emmanuel Macron vient d'être à peine élu président de la République, et non content de nommer un premier ministre de droite, il veut faire passer par ordonnance une deuxième loi détruisant le Code du Travail. De plus, il déclare la guerre aux fonctionnaires en créant un Ministère de l'action et des comptes publics. En effaçant ainsi la Fonction Publique, en la rattachant à un département ministériel qui en fera avant tout une variable budgétaire, il indique clairement sa volonté de poursuivre et d'amplifier les politiques d'austérité. Partout en Europe, ces politiques donnent les mêmes résultats et alimentent la montée de l'extrême droite.

Son programme pour la Fonction publique territoriale prévoit notamment de supprimer 70 000 postes dans la fonction publique territoriale sur 5 ans (environ le non-remplacement d'1 fonctionnaire sur 4 partant à la retraite), de réduire les dépenses de fonctionnement des collectivités locales de 10 milliards d'euros, d'exonérer massivement la taxe d'habitation, de mettre fin à la hausse uniforme du point d'indice et remettre en place le jour de carence.

Des résistances s'organisent déjà et un premier rassemblement est appelé par une intersyndicale d'Île-de-France,

le MARDI 27 JUIN entre 12h et 14h

à l'Esplanade DES INVALIDES

Pour défendre mes droits et en gagner d'autres, j'adhère !

Nom : Prénom :

Tél. : Courriel : @

Secteur :

Syndicat CGT des territoriaux de Bobigny 31 avenue Salvador Allende 93000 BOBIGNY

Le local syndical est situé au 1^{er} sous-sol de la mairie (à côté du CASC)

Contact : 01.41.60.96.94 ou syndicat.cgt@ville-bobigny.fr